

nous pourrions répondre aux besoins des Canadiens en améliorant leur alimentation, leur santé, et leurs conditions d'habitation . . .

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Orlikow: Pourrais-je seulement terminer ma phrase, madame l'Orateur?

L'Orateur suppléant (Mme Morin): La Chambre consent-elle à ce que le député continue?

Des voix: D'accord.

M. Orlikow: Si le ministre voulait bien adopter certaines des suggestions que j'ai faites ce soir, notre parti pourrait voter pour sa proposition fiscale. Cependant, je suis certain que le ministre ne le fera pas. Il n'écouterait pas plus ce soir que par le passé. Dans ce cas, il est probable que nous choisirons de voter contre le bill.

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Madame l'Orateur, je prends note de la brièveté des propos de mon préopinant et j'essaierai de me limiter à quelques remarques qui, je l'espère, seront prises comme des suggestions constructives à l'adresse du ministre et du gouvernement.

Comme un bon nombre de mes collègues, je voudrais faire mention de l'énorme travail accompli par le ministre pour arrêter les lignes directrices dont nous avons besoin chez nous eu égard à toute cette question de l'inflation. Je félicite sincèrement le ministre des Finances (M. Turner) pour les multiples démarches qu'il a dû faire. Je vois que sa tâche est difficile.

Depuis le peu de temps que je suis ici, je me suis rendu compte que le ministre avait de très graves problèmes à résoudre. L'idée d'essayer d'amener le cabinet à réduire les dépenses du gouvernement, à maintenir les dépenses de l'État à un niveau raisonnable, de façon à modifier la courbe inflationniste du pays, n'est pas le moindre de ses soucis.

Je vois que cette situation est difficile à comprendre. Tandis que le ministre tente de diriger et de guider ses collègues, le premier ministre (M. Trudeau) lui coupe l'herbe sous le pied en désignant son propre groupe de conseillers d'élite. C'est malheureux. Le ministre des Finances mérite un meilleur traitement de la part du premier ministre lorsqu'il essaie de s'attaquer aux graves problèmes qui se posent au pays.

Le gouvernement ne traite pas le ministre des Finances comme il convient. Avec ce groupe de conseillers, il essaie d'orienter dans toutes les directions ses efforts de planification économique. Pour notre pays, c'est là une attitude répréhensible. J'aimerais voir le jour où on fera appel au ministre des Finances plutôt qu'à un groupe choisi du cabinet du premier ministre pour planifier notre avenir économique.

Des voix: Oh, oh!

Droit fiscal

M. Hnatyshyn: Je suis heureux de voir que certains d'en face m'appuient quand j'émetts des idées constructives.

Le ministre a des collaborateurs très compétents. Il a un excellent secrétaire parlementaire qui note tout ce qui se dit de ce côté-ci de la Chambre; il est prêt à adopter nos idées qui seront sans aucun doute reprises dans des propositions gouvernementales à venir.

Je ne pense pas que les dégrèvements proposés en matière d'impôt sur le revenu des particuliers suffisent à empêcher les salariés de revendiquer une hausse des indemnités de vie chère en 1975. Si l'on n'impose pas de restrictions, il y aura en 1975 plus d'arrêts de travail que d'habitude; par conséquent, la productivité faiblira, ce qui empêchera d'atteindre un des objectifs du budget. Si l'on veut juguler l'inflation par les coûts, et il faut le faire, il faut offrir suffisamment de stimulants pour que les revendications salariales régressent immédiatement. Une réduction de 10 p. 100 de l'impôt sur le revenu des particuliers serait la solution. Cette réduction de 10 p. 100 correspondrait mieux à la poussée inflationniste actuelle. En compensant un mouvement ascendant, l'inflation, par un mouvement descendant, le dégrèvement d'impôt sur le revenu des particuliers, on aura une meilleure base d'accord pour limiter les revendications salariales pour 1975. Le gouvernement a pris beaucoup d'ampleur au fil des ans. Le fait est que la fonction publique et le gouvernement se sont tellement développés que des économistes prédisent que d'ici 15 ou 20 ans, environ 75 p. 100 de toutes les dépenses au pays seront attribuables au gouvernement. La concurrence existant entre le gouvernement et le secteur privé pour les capitaux, les matériaux et la main-d'œuvre, est aiguë et contribue à l'inflation. En ce moment, le gouvernement est en train de gagner la lutte qui s'est engagée pour obtenir une plus grande part de chacune de ces ressources. En conséquence, le secteur privé continue à avoir du mal à répondre aux exigences, en matière d'installations et des ressources, qu'implique la production du matériel nécessaire pour répondre à la demande sur les marchés intérieur et d'exportation. Par conséquent, l'inflation continue de monter en flèche.

• (2120)

Si le secteur privé veut retrouver la position concurrentielle qu'il détenait avant que le gouvernement ne dépense de façon effrénée, il ne faut pas hésiter à imposer aux dépenses gouvernementales de fortes restrictions. J'exhorte le gouvernement à bien vouloir prendre des mesures nécessaires pour résoudre enfin la question des dépenses gouvernementales. Je sais que c'est un problème complexe et difficile; pour utiliser un mot populaire de nos jours, l'augmentation des dépenses gouvernementales est devenue presque irréversible.

Je propose que le cabinet trouve un système de priorité en ce qui concerne les dépenses gouvernementales et que le gouvernement montre l'exemple même en ce qui concerne ses propres affaires. Je lui demande d'envisager sérieusement de raffermir l'autorité du ministre des